

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1978 Nr. 42

A. TITEL

*Aanvullend Protocol bij de Verdragen van Genève van
12 augustus 1949 betreffende de bescherming van
slachtoffers van niet-internationale gewapende
conflicten (Protocol II);
Bern, 12 december 1977*

B. TEKST ¹⁾

**Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949
relatif à la protection des victimes des conflits armés non
internationaux (Protocole II)**

PREAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que les principes humanitaires consacrés par l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 constituent le fondement du respect de la personne humaine en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international,

Rappelant également que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme offrent à la personne humaine une protection fondamentale,

Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure protection aux victimes de ces conflits armés,

Rappelant que, pour les cas non prévus par le droit en vigueur, la personne humaine reste sous la sauvegarde des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Sont convenues de ce qui suit:

TITRE I

PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE

Article premier

Champ d'application matériel

1. Le présent Protocole, qui développe et complète l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sans modifier ses conditions d'application actuelles, s'applique à tous les conflits armés qui ne sont pas couverts par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole.

¹⁾ De Arabische, de Chinese, de Russische en de Spaanse tekst zijn niet afgedrukt.

**Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949,
and relating to the Protection of Victims of Non-international
Armed Conflicts (Protocol II)**

PREAMBLE

The High Contracting Parties,

Recalling that the humanitarian principles enshrined in Article 3 common to the Geneva Conventions of 12 August 1949, constitute the foundation of respect for the human person in cases of armed conflict not of an international character,

Recalling furthermore that international instruments relating to human rights offer a basic protection to the human person,

Emphasizing the need to ensure a better protection for the victims of those armed conflicts,

Recalling that, in cases not covered by the law in force, the human person remains under the protection of the principles of humanity and the dictates of the public conscience,

Have agreed on the following:

PART I
SCOPE OF THIS PROTOCOL

Article 1

Material field of application

1. This Protocol, which develops and supplements Article 3 common to the Geneva Conventions of 12 August 1949 without modifying its existing conditions of application, shall apply to all armed conflicts which are not covered by Article 1 of the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I) and which take place in the territory of a High Contracting Party between its armed forces and dissident armed forces or other organized armed groups which, under responsible command, exercise such control over a part of its territory as to enable them to carry out sustained and concerted military operations and to implement this Protocol.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés.

Article 2

Champ d'application personnel

1. Le présent Protocole s'applique sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues (ci-après appelés „distinction de caractère défavorable”) à toutes les personnes affectées par un conflit armé au sens de l'article premier.

2. A la fin du conflit armé, toutes les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit, ainsi que celles qui seraient l'objet de telles mesures après le conflit pour les mêmes motifs, bénéficieront des dispositions des articles 5 et 6 jusqu'au terme de cette privation ou de cette restriction de liberté.

Article 3

Non-intervention

1. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée en vue de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité du gouvernement de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée comme une justification d'une intervention directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.

TITRE II

TRAITEMENT HUMAIN

Article 4

Garanties fondamentales

1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté,

2. This Protocol shall not apply to situations of internal disturbances and tensions, such as riots, isolated and sporadic acts of violence and other acts of a similar nature, as not being armed conflicts.

Article 2

Personal field of application

1. This Protocol shall be applied without any adverse distinction founded on race, colour, sex, language, religion or belief, political or other opinion, national or social origin, wealth, birth or other status, or on any other similar criteria (hereinafter referred to as "adverse distinction") to all persons affected by an armed conflict as defined in Article 1.

2. At the end of the armed conflict, all the persons who have been deprived of their liberty or whose liberty has been restricted for reasons related to such conflict, as well as those deprived of their liberty or whose liberty is restricted after the conflict for the same reasons, shall enjoy the protection of Articles 5 and 6 until the end of such deprivation or restriction of liberty.

Article 3

Non-intervention

1. Nothing in this Protocol shall be invoked for the purpose of affecting the sovereignty of a State or the responsibility of the government, by all legitimate means, to maintain or re-establish law and order in the State or to defend the national unity and territorial integrity of the State.

2. Nothing in this Protocol shall be invoked as a justification for intervening, directly or indirectly, for any reason whatever, in the armed conflict or in the internal or external affairs of the High Contracting Party in the territory of which that conflict occurs.

PART II

HUMANE TREATMENT

Article 4

Fundamental guarantees

1. All persons who do not take a direct part or who have ceased to take part in hostilities, whether or not their liberty has been re-

ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 :

a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;

b) les punitions collectives;

c) la prise d'otages;

d) les actes de terrorisme;

e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;

f) l'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;

g) le pillage;

h) la menace de commettre les actes précités.

3. Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment:

a) ils devront recevoir une éducation, y compris une éducation religieuse et morale, telle que la désirent leurs parents ou, en l'absence de parents, les personnes qui en ont la garde;

b) toutes les mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées;

c) les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités;

d) la protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de quinze ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa c et sont capturés;

e) des mesures seront prises, si nécessaire et, chaque fois que ce sera possible, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde à titre principal en vertu de la loi ou de la coutume, pour évacuer temporairement les enfants du secteur où des hostilités ont lieu vers un secteur plus sûr du pays, et pour les faire accompagner par des personnes responsables de leur sécurité et de leur bien-être.

stricted, are entitled to respect for their person, honour and convictions and religious practices. They shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction. It is prohibited to order that there shall be no survivors.

2. Without prejudice to the generality of the foregoing, the following acts against the persons referred to in paragraph 1 are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever:

(a) violence to the life, health and physical or mental well-being of persons, in particular murder as well as cruel treatment such as torture, mutilation or any form of corporal punishment;

(b) collective punishments;

(c) taking of hostages;

(d) acts of terrorism;

(e) outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment, rape, enforced prostitution and any form of indecent assault;

(f) slavery and the slave trade in all their forms;

(g) pillage;

(h) threats to commit any of the foregoing acts.

3. Children shall be provided with the care and aid they require, and in particular:

(a) they shall receive an education, including religious and moral education, in keeping with the wishes of their parents or, in the absence of parents, of those responsible for their care;

(b) all appropriate steps shall be taken to facilitate the reunion of families temporarily separated;

(c) children who have not attained the age of fifteen years shall neither be recruited in the armed forces or groups nor allowed to take part in hostilities;

(d) the special protection provided by this Article to children who have not attained the age of fifteen years shall remain applicable to them if they take a direct part in hostilities despite the provisions of sub-paragraph (c) and are captured;

(e) measures shall be taken, if necessary, and whenever possible with the consent of their parents or persons who by law or custom are primarily responsible for their care, to remove children temporarily from the area in which hostilities are taking place to a safer area within the country and ensure that they are accompanied by persons responsible for their safety and well-being.

Article 5

Personnes privées de liberté

1. Outre les dispositions de l'article 4, les dispositions suivantes seront au minimum respectées à l'égard des personnes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues:

a) les blessés et les malades seront traités conformément à l'article 7;

b) les personnes visées au présent paragraphe recevront dans la même mesure que la population civile locale des vivres et de l'eau potable et bénéficieront de garanties de salubrité et d'hygiène et d'une protection contre les rigueurs du climat et les dangers du conflit armé;

c) elles seront autorisées à recevoir des secours individuels ou collectifs;

d) elles pourront pratiquer leur religion et recevoir à leur demande, si cela est approprié, une assistance spirituelle de personnes exerçant des fonctions religieuses, telles que les aumôniers;

e) elles devront bénéficier, si elles doivent travailler, de conditions de travail et de garanties semblables à celles dont jouit la population civile locale.

2. Ceux qui sont responsables de l'internement ou de la détention des personnes visées au paragraphe 1 respecteront dans toute la mesure de leurs moyens les dispositions suivantes à l'égard de ces personnes:

a) sauf lorsque les hommes et les femmes d'une même famille sont logés ensemble, les femmes seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes;

b) les personnes visées au paragraphe 1 seront autorisées à expédier et à recevoir des lettres et des cartes dont le nombre pourra être limité par l'autorité compétente si elle l'estime nécessaire;

c) les lieux d'internement et de détention ne seront pas situés à proximité de la zone de combat. Les personnes visées au paragraphe 1 seront évacuées lorsque les lieux où elles sont internées ou détenues deviennent particulièrement exposés aux dangers résultant du conflit armé, si leur évacuation peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité;

d) elles devront bénéficier d'examen médicaux;

e) leur santé et leur intégrité physiques ou mentales ne seront compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En

Article 5

Persons whose liberty has been restricted

1. In addition to the provisions of Article 4, the following provisions shall be respected as a minimum with regard to persons deprived of their liberty for reasons related to the armed conflict, whether they are interned or detained:

(a) the wounded and the sick shall be treated in accordance with Article 7;

(b) the persons referred to in this paragraph shall, to the same extent as the local civilian population, be provided with food and drinking water and be afforded safeguards as regards health and hygiene and protection against the rigours of the climate and the dangers of the armed conflict;

(c) they shall be allowed to receive individual or collective relief;

(d) they shall be allowed to practise their religion and, if requested and appropriate, to receive spiritual assistance from persons, such as chaplains, performing religious functions;

(e) they shall, if made to work, have the benefit of working conditions and safeguards similar to those enjoyed by the local civilian population.

2. Those who are responsible for the internment or detention of the persons referred to in paragraph 1 shall also, within the limits of their capabilities, respect the following provisions relating to such persons:

(a) except when men and women of a family are accommodated together, women shall be held in quarters separated from those of men and shall be under the immediate supervision of women;

(b) they shall be allowed to send and receive letters and cards, the number of which may be limited by competent authority if it deems necessary;

(c) places of internment and detention shall not be located close to the combat zone. The persons referred to in paragraph 1 shall be evacuated when the places where they are interned or detained become particularly exposed to danger arising out of the armed conflict, if their evacuation can be carried out under adequate conditions of safety;

(d) they shall have the benefit of medical examinations;

(e) their physical or mental health and integrity shall not be endangered by any unjustified act or omission. Accordingly, it is pro-

conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues et appliquées dans des circonstances médicales analogues aux personnes jouissant de leur liberté.

3. Les personnes qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 1 mais dont la liberté est limitée de quelque façon que ce soit, pour des motifs en relation avec le conflit armé, seront traitées avec humanité conformément à l'article 4 et aux paragraphes 1 a, c, d et 2 b du présent article.

4. S'il est décidé de libérer des personnes privées de liberté, les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes seront prises par ceux qui décideront de les libérer.

Article 6

Poursuites pénales

1. Le présent article s'applique à la poursuite et à la répression d'infractions pénales en relation avec le conflit armé.

2. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction sans un jugement préalable rendu par un tribunal offrant les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité. En particulier:

a) la procédure disposera que le prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;

b) nul ne peut être condamné pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;

c) nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne peut être infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si postérieurement à cette infraction la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;

d) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;

e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;

f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable.

hibited to subject the persons described in this Article to any medical procedure which is not indicated by the state of health of the person concerned, and which is not consistent with the generally accepted medical standards applied to free persons under similar medical circumstances.

3. Persons who are not covered by paragraph 1 but whose liberty has been restricted in any way whatsoever for reasons related to the armed conflict shall be treated humanely in accordance with Article 4 and with paragraphs 1 (a), (c) and (d), and 2 (b) of this Article.

4. If it is decided to release persons deprived of their liberty, necessary measures to ensure their safety shall be taken by those so deciding.

Article 6

Penal prosecutions

1. This Article applies to the prosecution and punishment of criminal offences related to the armed conflict.

2. No sentence shall be passed and no penalty shall be executed on a person found guilty of an offence except pursuant to a conviction pronounced by a court offering the essential guarantees of independence and impartiality. In particular:

(a) the procedure shall provide for an accused to be informed without delay of the particulars of the offence alleged against him and shall afford the accused before and during his trial all necessary rights and means of defence;

(b) no one shall be convicted of an offence except on the basis of individual penal responsibility;

(c) no one shall be held guilty of any criminal offence on account of any act or omission which did not constitute a criminal offence, under the law, at the time when it was committed; nor shall a heavier penalty be imposed than that which was applicable at the time when the criminal offence was committed; if, after the commission of the offence, provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby;

(d) anyone charged with an offence is presumed innocent until proved guilty according to law;

(e) anyone charged with an offence shall have the right to be tried in his presence;

(f) no one shall be compelled to testify against himself or to confess guilt.

3. Toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres, ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.

4. La peine de mort ne sera pas prononcée contre les personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction et elle ne sera pas exécutée contre les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.

5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues.

TITRE III

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

Article 7

Protection et soins

1. Tous les blessés, les malades et les naufragés, qu'ils aient ou non pris part au conflit armé, seront respectés et protégés.

2. Ils seront, en toutes circonstances, traités avec humanité et recevront, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne sera faite entre eux.

Article 8

Recherches

Chaque fois que les circonstances le permettront, et notamment après un engagement, toutes les mesures possibles seront prises sans retard pour rechercher et recueillir les blessés, les malades et les naufragés, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins appropriés, ainsi que pour rechercher les morts, empêcher qu'ils soient dépouillés et leur rendre les derniers devoirs.

Article 9

Protection du personnel sanitaire et religieux

1. Le personnel sanitaire et religieux sera respecté et protégé. Il recevra toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions et ne

3. A convicted person shall be advised on conviction of his judicial and other remedies and of the time-limits within which they may be exercised.

4. The death penalty shall not be pronounced on persons who were under the age of eighteen years at the time of the offence and shall not be carried out on pregnant women or mothers of young children.

5. At the end of hostilities, the authorities in power shall endeavour to grant the broadest possible amnesty to persons who have participated in the armed conflict, or those deprived of their liberty for reasons related to the armed conflict, whether they are interned or detained.

PART III

WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED

Article 7

Protection and care

1. All the wounded, sick and shipwrecked, whether or not they have taken part in the armed conflict, shall be respected and protected.

2. In all circumstances they shall be treated humanely and shall receive, to the fullest extent practicable and with the least possible delay, the medical care and attention required by their condition. There shall be no distinction among them founded on any grounds other than medical ones.

Article 8

Search

Whenever circumstances permit, and particularly after an engagement, all possible measures shall be taken, without delay, to search for and collect the wounded, sick and shipwrecked, to protect them against pillage and ill-treatment, to ensure their adequate care, and to search for the dead, prevent their being despoiled, and decently dispose of them.

Article 9

Protection of medical and religious personnel

1. Medical and religious personnel shall be respected and protected and shall be granted all available help for the performance of

sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.

2. Il ne sera pas exigé du personnel sanitaire que sa mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales.

Article 10

Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.

2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne pourront être contraintes ni d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou à d'autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles ou dispositions.

3. Les obligations professionnelles des personnes exerçant des activités de caractère médical quant aux renseignements qu'elles pourraient obtenir sur les blessés et les malades soignés par elles devront être respectées sous réserve de la législation nationale.

4. Sous réserve de la législation nationale, aucune personne exerçant des activités de caractère médical ne pourra être sanctionnée de quelque manière que ce soit pour avoir refusé ou s'être abstenue de donner des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés.

Article 11

Protection des unités et moyens de transport sanitaires

1. Les unités et moyens de transport sanitaires seront en tout temps respectés et protégés et ne seront pas l'objet d'attaques.

2. La protection due aux unités et moyens de transport sanitaires ne pourra cesser que s'ils sont utilisés pour commettre, en dehors de leur fonction humanitaire, des actes hostiles. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

Article 12

Signe distinctif

Sous le contrôle de l'autorité compétente concernée, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge,

their duties. They shall not be compelled to carry out tasks which are not compatible with their humanitarian mission.

2. In the performance of their duties medical personnel may not be required to give priority to any person except on medical grounds.

Article 10

General protection of medical duties

1. Under no circumstances shall any person be punished for having carried out medical activities compatible with medical ethics, regardless of the person benefiting therefrom.

2. Persons engaged in medical activities shall neither be compelled to perform acts or to carry out work contrary to, nor be compelled to refrain from acts required by, the rules of medical ethics or other rules designed for the benefit of the wounded and sick, or this Protocol.

3. The professional obligations of persons engaged in medical activities regarding information which they may acquire concerning the wounded and sick under their care shall, subject to national law, be respected.

4. Subject to national law, no person engaged in medical activities may be penalized in any way for refusing or failing to give information concerning the wounded and sick who are, or who have been, under his care.

Article 11

Protection of medical units and transports

1. Medical units and transports shall be respected and protected at all times and shall not be the object of attack.

2. The protection to which medical units and transports are entitled shall not cease unless they are used to commit hostile acts, outside their humanitarian function. Protection may, however, cease only after a warning has been given setting, whenever appropriate, a reasonable time-limit, and after such warning has remained unheeded.

Article 12

The distinctive emblem

Under the direction of the competent authority concerned, the distinctive emblem of the red cross, red crescent or red lion and sun

sur fond blanc, sera arboré par le personnel sanitaire et religieux, les unités et moyens de transport sanitaires. Il doit être respecté en toutes circonstances. Il ne doit pas être employé abusivement.

TITRE IV POPULATION CIVILE

Article 13

Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes seront observées en toutes circonstances.

2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.

3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par le présent Titre, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

Article 14

Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.

Article 15

Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

Les ouvrages d'art ou les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque ces attaques peuvent entraîner la libération de ces forces et causer, en conséquence, des pertes sévères dans la population civile.

on a white ground shall be displayed by medical and religious personnel and medical units, and on medical transports. It shall be respected in all circumstances. It shall not be used improperly.

PART IV
CIVILIAN POPULATION

Article 13

Protection of the civilian population

1. The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against the dangers arising from military operations. To give effect to this protection, the following rules shall be observed in all circumstances.

2. The civilian population as such, as well as individual civilians, shall not be the object of attack. Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited.

3. Civilians shall enjoy the protection afforded by this Part, unless and for such time as they take a direct part in hostilities.

Article 14

Protection of objects indispensable to the survival of the civilian population

Starvation of civilians as a method of combat is prohibited. It is therefore prohibited to attack, destroy, remove or render useless, for that purpose, objects indispensable to the survival of the civilian population, such as foodstuffs, agricultural areas for the production of foodstuffs, crops, livestock, drinking water installations and supplies and irrigation works.

Article 15

Protection of works and installations containing dangerous forces

Works or installations containing dangerous forces, namely dams, dykes and nuclear electrical generating stations, shall not be made the object of attack, even where these objects are military objectives, if such attack may cause the release of dangerous forces and consequent severe losses among the civilian population.

Article 16

Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sous réserve des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les oeuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et de les utiliser à l'appui de l'effort militaire.

Article 17

Interdiction des déplacements forcés

1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.

2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit.

Article 18

Sociétés de secours et actions de secours

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute Partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.

2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Diffusion

Le présent Protocole sera diffusé aussi largement que possible.

Article 16

Protection of cultural objects and of places of worship

Without prejudice to the provision of the Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict of 14 May 1954, it is prohibited to commit any acts of hostility directed against historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples, and to use them in support of the military effort.

Article 17

Prohibition of forced movement of civilians

1. The displacement of the civilian population shall not be ordered for reasons to the conflict unless the security of the civilians involved or imperative military reasons so demand. Should such displacements have to be carried out, all possible measures shall be taken in order that the civilian population may be received under satisfactory conditions of shelter, hygiene, health, safety and nutrition.

2. Civilians shall not be compelled to leave their own territory for reasons connected with the conflict.

Article 18

Relief societies and relief actions

1. Relief societies located in the territory of the High Contracting Party, such as Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) organizations, may offer their services for the performance of their traditional functions in relation to the victims of the armed conflict. The civilian population may, even on its own initiative, offer to collect and care for the wounded, sick and shipwrecked.

2. If the civilian population is suffering undue hardship owing to a lack of the supplies essential for its survival, such as foodstuffs and medical supplies, relief actions for the civilian population which are of an exclusively humanitarian and impartial nature and which are conducted without any adverse distinction shall be undertaken subject to the consent of the High Contracting Party concerned.

PART V

FINAL PROVISIONS

Article 19

Dissemination

This Protocol shall be disseminated as widely as possible.

Article 20

Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 21

Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

Article 22

Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 23

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhèrera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 24

Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.

2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 25

Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent

Article 20

Signature

This Protocol shall be open for signature by the Parties to the Conventions six months after the signing of the Final Act and will remain open for a period of twelve months.

Article 21

Ratification

This Protocol shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited with the Swiss Federal Council, depositary of the Conventions.

Article 22

Accession

This Protocol shall be open for accession by any Party to the Conventions which has not signed it. The instruments of accession shall be deposited with the depositary.

Article 23

Entry into force

1. This Protocol shall enter into force six months after two instruments of ratification or accession have been deposited.

2. For each Party to the Conventions thereafter ratifying or acceding to this Protocol, it shall enter into force six months after the deposit by such Party of its instrument of ratification or accession.

Article 24

Amendment

1. Any High Contracting Party may propose amendments to this Protocol. The text of any proposed amendment shall be communicated to the depositary which shall decide, after consultation with all the High Contracting Parties and the International Committee of the Red Cross, whether a conference should be convened to consider the proposed amendment.

2. The depositary shall invite to that conference all the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol.

Article 25

Denunciation

1. In case a High Contracting Party should denounce this Proto-

Protocole, la dénonciation ne produira ses effets que six mois après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration des six mois, la Partie dénonçante se trouve dans la situation visée à l'article premier, la dénonciation ne prendra effet qu'à la fin du conflit armé. Les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit continueront néanmoins à bénéficier des dispositions du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive.

2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

Article 26

Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole:

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 21 et 22;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 23; et
- c) des communications et déclarations reçues conformément à l'article 24.

Article 27

Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications et adhésions qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 28

Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

col, the denunciation shall only take effect six months after receipt of the instrument of denunciation. If, however, on the expiry of six months, the denouncing Party is engaged in the situation referred to in Article 1, the denunciation shall not take effect before the end of the armed conflict. Persons who have been deprived of liberty, or whose liberty has been restricted, for reasons related to the conflict shall nevertheless continue to benefit from the provisions of this Protocol until their final release.

2. The denunciation shall be notified in writing to the depositary, which shall transmit it to all the High Contracting Parties.

Article 26

Notifications

The depositary shall inform the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol, of:

(a) signatures affixed to this Protocol and the deposit of instruments of ratification and accession under Articles 21 and 22;

(b) the date of entry into force of this Protocol under Article 23; and

(c) communications and declarations received under Article 24.

Article 27

Registration

1. After its entry into force, this Protocol shall be transmitted by the depositary to the Secretariat of the United Nations for registration and publication, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

2. The depositary shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications and accessions received by it with respect to this Protocol.

Article 28

Authentic texts

The original of this Protocol, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic shall be deposited with the depositary, which shall transmit certified true copies thereof to all the Parties to the Conventions.

Het Protocol is ondertekend voor de volgende Staten:

België ¹⁾	12 december 1977
Canada	12 december 1977
Chili	12 december 1977
Denemarken	12 december 1977
de Duitse Democratische Republiek	12 december 1977
Ecuador	12 december 1977
Egypte	12 december 1977
El Salvador	12 december 1977
Finland	12 december 1977
Ghana	12 december 1977
Guatemala	12 december 1977
Honduras	12 december 1977
Hongarije	12 december 1977
Ierland	12 december 1977
Iran	12 december 1977
Italië ^{1) 2)}	12 december 1977
Ivoorkust	12 december 1977
Joegoslavië	12 december 1977
Jordanië	12 december 1977
Liechtenstein	12 december 1977
Luxemburg ¹⁾	12 december 1977
Marokko	12 december 1977
de Mongoolse Volksrepubliek	12 december 1977
Nicaragua	12 december 1977
het Koninkrijk der Nederlanden ¹⁾	12 december 1977
Noorwegen	12 december 1977
de Oekraïne	12 december 1977
Oostenrijk	12 december 1977
Pakistan	12 december 1977
Panama	12 december 1977
Peru	12 december 1977
Polen	12 december 1977
Portugal	12 december 1977
Senegal	12 december 1977
de Sowjet-Unie	12 december 1977
Togo	12 december 1977
Tunesië	12 december 1977
Vaticaanstad	12 december 1977
de Verenigde Staten van Amerika ³⁾	12 december 1977
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland ⁴⁾	12 december 1977
Witrusland	12 december 1977
IJsland	12 december 1977
Zweden	12 december 1977
Zwitserland	12 december 1977

de Bondsrepubliek Duitsland	23 december 1977
Boven-Volta	11 januari 1978
Jemen (Noord)	14 februari 1978

1) Onder voorbehoud van bekrachtiging.

2) Onder de verklaring dat „en raison des différentes interprétations auxquelles se prêtent certaines formulations des textes, l'Italie se prévaut, au moment du dépôt des instruments de ratification, de la faculté prévue à l'article 19 de la Convention de Vienna sur le droit des traités du 23 mai 1969 sur la base des principes généraux du droit international.”

3) Onder de volgende verklaring:

“It is the understanding of the United States of America that the terms used in Part III of this protocol which are the same as the terms defined in Article 8 of Protocol I shall so far as relevant be construed in the same sense as those definitions.

4) Onder de volgende verklaring:

“On signing the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-international Armed Conflicts (Protocol II), the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare that they have signed on the understanding that the provisions of the Protocol shall not apply to Southern Rhodesia unless and until the Government of the United Kingdom inform the depositary that they are in a position to ensure that the obligations imposed by the Protocol in respect of that territory can be fully implemented.”

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staat heeft in overeenstemming met artikel 21 van het Protocol een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Zwitserse Regering:

Ghana 28 februari 1978

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 23, eerste lid, in werking treden zes maanden na de nederlegging van twee akten van bekrachtiging of toetreding.

Voor elke Staat die partij is bij de Verdragen van Genève en die het Protocol bekrachtigt of er toe toetreedt na die datum, treden de bepalingen ervan ingevolge artikel 23, tweede lid, in werking zes maanden na de nederlegging door die Staat van de akte van bekrachtiging of toetreding.

J. GEGEVENS

De vier op 12 augustus 1949 te Genève totstandgekomen Verdragen zijn:

- Verdrag van Genève voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken, zich bevindende bij de strijdkrachten te velde (tekst in *Stb.* 1954, 246, vertaling in *Trb.* 1951, 72; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 127);
- Verdrag van Genève voor de verbetering van het lot der gewonden, zieken en schipbreukelingen van de strijdkrachten ter zee (tekst in *Stb.* 1954, 247, vertaling in *Trb.* 1951, 73; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 128);
- Verdrag van Genève betreffende de behandeling van krijgsgevangenen (tekst in *Stb.* 1954, 248, vertaling in *Trb.* 1951, 74; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 129);
- Verdrag van Genève betreffende de bescherming van burgers in oorlogstijd (tekst in *Stb.* 1954, 249, vertaling in *Trb.* 1951, 75; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 130).

Van het eveneens op 12 december 1977 te Bern totstandgekomen Aanvullend Protocol bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de bescherming van slachtoffers van internationale gewapende conflicten (Protocol I), naar welk Protocol in artikel 1 van het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1978, 41.

Van het op 14 mei 1954 te 's-Gravenhage totstandgekomen Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, naar welk Verdrag in artikel 16 van het onderhavige Protocol wordt verwezen, is de tekst, evenals de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Trb.* 1955, 47; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1966, 96.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco totstandgekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welk Handvest in artikel 27 van het onderhavige Protocol wordt verwezen, is de Engelse tekst, evenals de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 156.

Uitgegeven de zevende april 1978.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW.